OEA/Ser.W

 CIDI/INF.404/21

 4 février 2021

 Original: anglais

NOTE CONCEPTUELLE

RÉUNION ORDINAIRE DU

CONSEIL INTERAMÉRICAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (CIDI)

23 FÉVRIER 2021

**THÈME : FINANCEMENT DU CLIMAT : LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT, LES CATASTROPHES NATURELLES ET LA RÉSILIENCE**

1. **Renseignements généraux/Justification**

 Les risques composés peuvent potentiellement saper les progrès réalisés en matière de développement. Un choc, par exemple un phénomène entraînant des conditions météorologiques extrêmes ou une épidémie, peut à lui seul aggraver grandement d’autres facteurs de stress et même déclencher une succession de chocs dont l’incidence sur la vie des personnes, leurs moyens de subsistance et finalement le développement des pays. Le changement climatique et la pandémie de COVID-19 sont d’excellents exemples de risques composés.

 La Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) est d’avis que la pandémie entraînera la contraction du produit intérieur brut (PIB) la plus importante de l’histoire dans la région, laquelle amènera une réduction de la capacité des Amériques de conserver les moyens de subsistance de la population et d’investir dans des secteurs fondamentaux comme l’eau, l’énergie, la santé, l’éducation et le développement[[1]](#footnote-1)/. Par exemple, la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale estime que le secteur de l’eau et de l’assainissement dans les pays en développement devra accroître ses investissements d’au moins 8% par rapport aux 114 milliards USD nécessaires pour atteindre l’objectif de développement durable 6 “Eau propre et assainissement : Garantir l’accès de tous à l’eau et à l’assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau” d’ici 2030.[[2]](#footnote-2)/

 La pandémie de COVID-19 met à rude épreuve la capacité des États membres de gérer les risques. Les gouvernements font appel à des mesures d’urgence pour faire face à une crise sanitaire sans précédent à un moment où ils sont déjà confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes et à des dangers climatiques. Des interventions telles que le confinement, les mesures de distanciation sociale et les plans de relance économique mis en place pour renforcer la résilience de la société. Cependant, l’important déclin économique qui a eu lieu en 2020, attribué en partie à ces interventions, a exacerbé encore plus les effets de risques multiples, qui se produisent les uns après les autres ou même simultanément. En outre, les disparités socioéconomiques mettent des groupes sociaux spécifiques à un risque plus élevé et une récupération plus difficile. L’incidence de la pandémie se fera sentir pendant longtemps, forçant les gouvernements à mettre en œuvre des politiques visant la crise sanitaire causée par la COVID-19 elle-même, de même que les intersections entre celle-ci et d’autres crises régionales ou mondiales.

 Le changement climatique est l’une des nombreuses variables les plus importantes dont il faut tenir compte pour évaluer la propagation de maladies infectieuses comme la malaria ou la dengue. Par exemple, les tendances en matière de température et de pluies ont un effet sur le moment et l’endroit où des pathogènes peuvent apparaître. Limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré peut contribuer à réduire le risque de propagation de maladies infectieuses. La pollution de l’air a également une incidence sur la propagation de pathogènes. Par exemple, des études ont indiqué qu’une particule très petite de pollution de l’air connue sous le nom de PM 2.5, résultant principalement de la combustion de carburants fossiles, était liée à un nombre plus élevé de décès dus à la COVID-19 chez les personnes demeurant dans des régions polluées.[[3]](#footnote-3)/

 Par ailleurs, certaines communautés sont désavantagées de façon disproportionnée en ce qui concerne tant l’incidence de la COVID-19 que celle du changement climatique. Par exemple, après que deux ouragans de catégorie 4 –Eta et Iota– aient ravagé l’Amérique centrale en novembre dernier, les groupes sociaux les plus vulnérables ont vécu des glissements de terrain, des inondations près des cours d’eau, ils ont vu leurs récoltes détruites, leurs troupeaux emportés par le courant et leurs écoles inondées. Les pauvres vivant dans des zones rurales sont ceux qui ont le plus souffert des effets des deux ouragans qui sont arrivés coup sur coup. La protection de ces communautés rurales a demandé l’évacuation de la population et l’installation d’abris. Cette approche, bien que très logique, entre en conflit avec la distanciation sociale et le confinement, ces deux mesures ayant été mises en place dans la plupart des États membres pour ralentir la propagation rapide de la COVID-19.

 En tant que risques composés, le changement climatique et la pandémie de COVID-19 peuvent réduire la capacité des États membres à répondre à des menaces plus importantes. Qui plus est, le fait que des chocs supplémentaires se produisent pendant la pandémie pourrait entraver le processus de reprise et enraciner encore plus les vulnérabilités. Par conséquent, pour aborder efficacement les effets complexes de risques composés, des approches multidisciplinaires sont nécessaires pour en comprendre les causes, les incidences et les interactions potentielles.

 Les risques composés tels le changement climatique, les pandémies et les phénomènes atmosphériques extrêmes mettent en évidence la fragilité et la vulnérabilité de l’infrastructure, des services et des secteurs qui en dépendent, de même que le fonctionnement du gouvernement, les opérations commerciales et les processus de développement socioéconomique. Les maisons, les bureaux, les usines, les routes, les systèmes d’eau potable et d’assainissement et les réseaux de production, de transmission et de distribution d’énergie fournissent des services essentiels et sont vulnérables à une multitude de risques et de menaces. Toute cette infrastructure constitue une proportion importante de l’investissement à long terme en matière de développement dans la plupart des pays, et elle est traditionnellement conçue, construite et entretenue par plusieurs équipes travaillant dans des disciplines différentes. Ensemble, ces disciplines devraient jouer un rôle proactif pour assurer que l’infrastructure soit conçue et développée de façon telle que les risques composés soient réduits ou même éliminés.

1. **But de la réunion**

 La réunion a pour but de faire ce qui suit :

1. Faire le point sur les mécanismes financiers et les institutions financières à la portée des États membres de l’OEA pour aborder les défis que posent le changement climatique et d’autres risques;
2. Ébaucher une feuille de route pour avoir accès à du financement pour le changement climatique et pour la construction de capacités relatives à la conception, la formulation et la mise en œuvre de projets par des organismes d’exécution des États membres;
3. Définir le rôle du SEDI pour appuyer les efforts déployés par les États membres pour avoir accès à du financement vert.
4. **Pertinence pour le SEDI**

 Renforcement de la mise en œuvre des objectifs de développement durable en accord avec le Programme interaméricain de développement durable (PIDS) 2016-2021.

 Amélioration des capacités des États membres dans les domaines de l’énergie durable, de la gestion durable des écosystèmes, de la gestion des risques de catastrophe et de la gestion des ressources hydriques.

1. **Structure de la réunion**

 Panélistes invités :

Le Global Environment Facility (GEF)

Le Fonds vert pour le climat (GCF)

Les États-Unis

1. **Résultats de la réunion**

 Un plan continental de financement pour le climat qui tire parti de la valeur ajoutée de l’OEA, tout en appuyant les efforts consentis par les institutions financières internationales, les banques de développement et de la coopération internationale pour le développement.

CIDRP03080F04

1. . [Latin America and the Caribbean: Growth Projections for 2020, ECLAC 2020.](https://www.cepal.org/sites/default/files/pr/files/table_press_gdp_projections-2020-eng.pdf) [↑](#footnote-ref-1)
2. . [The Impact of COVID-19 on the Water and Sanitation Sector, IFC 2020](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/industry_ext_content/ifc_external_corporate_site/infrastructure/resources/the%2Bimpact%2Bof%2Bcovid-19%2Bon%2Bwater%2Band%2Bsanitation). [↑](#footnote-ref-2)
3. . [Air pollution and COVID-19 mortality in the United States: Strengths and limitations of an ecological regression analysis.](https://advances.sciencemag.org/content/6/45/eabd4049) (La pollution de l’air et la mortalité due à la COVID-19 aux États-Unis : Forces et limites d’une analyse de régression écologique). [↑](#footnote-ref-3)